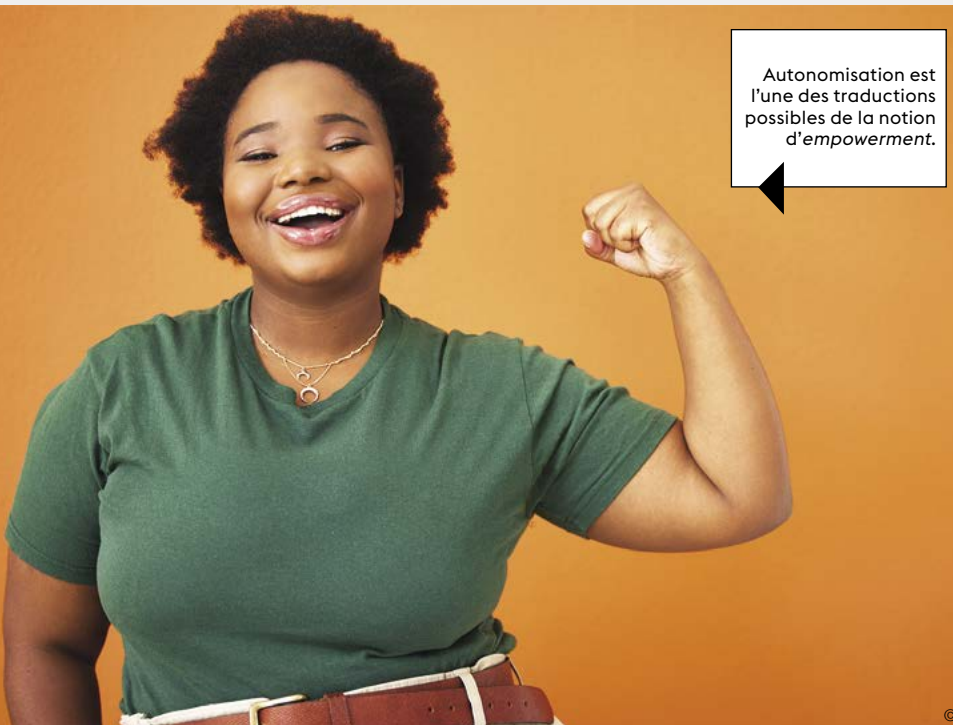


FORMATION ET ÉMANCIPATION : ÉCLAIRAGE AVEC LES “TYPES IDÉAUX” D’EMPOWERMENT



Le pouvoir transformateur de l’empowerment se retrouve dans le rôle émancipateur que peut avoir la formation professionnelle. De quelle nature est cette émancipation ? Eclairage avec les trois “types idéaux” d’empowerment identifiés par deux chercheuses, en sociologie et urbanisme, et en économie.

Karine Sautereau

L’**empowerment**¹ a un pouvoir transformateur. À l’instar des mouvements féministes et de leur lutte pour l’intégration des femmes dans le marché du travail. L’empowerment participe donc à l’émancipation des individus. Marie-Hélène Bacqué, sociologue et urbaniste, et Carole Biewener, économiste, ont identifié trois “types idéaux” d’empowerment et par conséquent, trois possibilités d’émancipation pour les personnes. L’émancipation étant l’un des rôles que peut jouer la formation professionnelle, les acteurs de la formation savent-ils à quel type d’émancipation invitent-ils les apprenants ? Et comment pourraient-ils favoriser un type d’émancipation en particulier ? Ces deux chercheuses proposent d’éclairer la question grâce, d’une part, à leur grille de lecture permettant de distinguer les empowerment néo-libéral, social-libéral et radical, et d’autre part, grâce à leur analyse de la formation professionnelle vue à travers le prisme de cette grille de lecture.

Empowerment néo-libéral

Sous l’empowerment dit néo-libéral, il faut y voir l’articulation du marché économique avec

la politique sociale. Dans ce modèle, “la notion d’empowerment y est mobilisée dans une logique de gestion de la pauvreté et des inégalités”. Il participe à l’émancipation des individus en leur permettant “d’exercer leurs capacités individuelles et de prendre des décisions « rationnelles » dans un contexte d’économie de marché”. Avoir accès au pouvoir signifie ici de réussir à s’intégrer au monde du travail et de la consommation, c’est-à-dire de trouver sa place dans l’économie de marché. Autrement dit, cet empowerment permet d’être un travailleur et un consommateur éclairé : un “entrepreneur de sa propre vie”. En revanche, ce modèle perpétue le modèle dominant, et par conséquent, pérennise les inégalités sociales.

Empowerment social-libéral

Avec l’empowerment social-libéral, c’est l’articulation de la défense des libertés individuelles avec la cohésion sociale qui est privilégiée. Ce libéralisme social est à distinguer du libéralisme économique. Ce dernier étant fondé sur le laisser-faire et la loi des marchés alors que le libéralisme social légitimise “le rôle de l’État et des politiques publiques pour la promotion des droits civiques et la diminution des inégalités sociales



1. La notion d’empowerment, arrivée en France dans les années 2000, “articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d’apprentissage pour y accéder”.

2. Loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

3. Compte personnel de formation.

Rubrique pilotée par **Karine Sautereau**, doctorante en sciences de l’éducation et de la formation (laboratoire Centre de recherche en éducation et formation de l’Université Paris Nanterre), à Centre Inffo dans le cadre d’une convention industrielle de formation par la recherche (Cifre). k.sautereau@centre-inffo.fr



Marie-Hélène Bacqué

est sociologue et urbaniste, professeure en études urbaines à l’Université Paris-Nanterre.

Thèmes de recherche : participation, quartiers populaires, ségrégation urbaine.



LES CHERCHEUSES

Carole Biewener est professeure d’économie et d’études du genre à l’Université Simmons (Boston, USA). Thèmes de recherche : politiques financières en France, développement communautaire et économie sociale aux États-Unis et au Canada.

Méthodologie

Grille de lecture qui s’appuie sur la notion de chaîne d’équivalences du politologue argentin Ernesto Laclau, croisée avec des articles et publications sur l’empowerment (ONU, gouvernement américain, Banque mondiale, journaux) et des entretiens (acteurs des différents réseaux étudiés).

Empowerment radical

L’empowerment dit radical va plus loin que le modèle précédent en insistant sur “la construction d’une conscience critique et sur les conditions structurelles de la domination”. C’est le cas du mouvement de Paolo Freire qui cherchait à redonner du pouvoir de compter aux minorités, dans la société brésilienne. Dans ce modèle, les enjeux principaux sont “la reconnaissance des groupes pour mettre fin à leur stigmatisation, l’autodétermination, la redistribution des ressources et les droits politiques”. L’objectif d’émancipation individuelle et collective aboutit à un projet de transformation sociale qui peut aller jusqu’à une remise en cause du système capitaliste, dans les approches les plus radicales.

Que favorise la formation professionnelle ?

Selon Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, dans la formation professionnelle, l’attention est portée sur l’individu et peu sur la transformation sociale, ce qui semble favoriser les approches libérales. La loi de 2018² instaurant le CPF³, en est un exemple. De fait, en donnant à chaque actif la responsabilité de la gestion financière de son CPF, “cela crée une conscience chez les acteurs, comme s’ils étaient responsables d’eux-mêmes”, analyse Carole Biewener. Ainsi, c’est la responsabilité de se former et par conséquent de trouver une place sur le marché du travail qui est également transférée. Ici, Marie-Hélène Bacqué

fait le parallèle avec les conseils citoyens qui donnent un sentiment de responsabilité aux participants.

Les chercheuses proposent un quatrième type idéal d’empowerment, qui “pourrait constituer une approche stimulante de la participation en l’intégrant dans une chaîne d’équivalences liant les notions de justice et de solidarité sociale, de reconnaissance, d’émancipation, de démocratisation et de science citoyenne”, décrit Marie-Hélène Bacqué. Dans cette approche, la formation professionnelle pourrait s’atteler à concevoir des dispositifs de formation permettant d’apprendre à réfléchir ensemble aux enjeux de pouvoir, à leur répartition, et aux possibilités de les travailler ensemble.

Selon Carole Biewener, ces dispositifs pourraient aider les apprenants à interroger le sens politique de leur travail : “Dans quelle dynamique ils s’inscrivent ? Pourquoi ils le font ? Est-ce qu’il y a des enjeux de changement social pour les personnes avec qui ils travaillent ?” Cette participation démocratique à travers l’empowerment sera justement l’objet de leur prochain article. ●

POUR ALLER PLUS LOIN

➔ Bacqué, M. et Biewener, C. (2013). *L’empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ?* Idées économiques et sociales, n° 173(3), 25-32.

➔ Bénédicte Madelin, Jeanne Demoulin, Marie-Hélène Bacqué (2019). *Évaluer les conseils citoyens : Pourquoi ? Comment ? Pour quels résultats ?* Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, n° 24 (2), pp.217.